

Alain Juppé et son mentor Tareq Oubrou, l'islamiste pur jus.

Article rédigé par , le 06 septembre 2016

[Source : Nouvelles de France]

Il est une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux et notamment sur Riposte Laïque et le Salon Beige auxquels d'ailleurs je vous recommande vivement de vous abonner. Cette [vidéo](#) de 16 minutes est le résultat du beau travail d'investigation et de montage de Joachim Veliocas, animateur du site islamisation.fr qui démontre l'islamophilie incontestable d'Alain Juppé. Un penchant qu'il essaye de dissimuler depuis qu'il s'est porté candidat aux primaires de la Présidentielle. L'art de la taqiya, en somme, vu par le maire de Bordeaux.

On y voit tout d'abord Alain Juppé annoncer que ses bombardiers lancés sur la Libye de Khadafi vont pourvoir redonner à ce pays la liberté et la démocratie (sic). « C'est un investissement pour l'avenir parce qu'une Libye démocratique, c'est un pays qui va se développer ». Un tel visionnaire peut-il diriger la France ? Vient ensuite l'épisode de la Grande Mosquée de Bordeaux à qui il a concédé un immense terrain en bordure de la Gironde. « Il est normal que les musulmans de la région puissent pratiquer leur culte dans une mosquée moderne ». Peu lui importe que la loi de 1905 soit toujours en vigueur. A la fin de cette vidéo, Benoist Apparu, son porte-parole, va même insister au micro de J.-J. Bourdin, sur l'évidente obligation que la République doit avoir pour non seulement financer les mosquées, mais en encourager la construction. « Quitte à réviser la loi de 1905 » !

Après avoir déclaré, en 2011 que l'islamisme était parfaitement compatible avec la démocratie, le maire de Bordeaux remettait la Légion d'Honneur à son imam préféré parce que celui-ci est le symbole d'un islam modéré. Oubliant que la devise de l'UOIF dont est membre le récipiendaire n'est rien d'autre que « Le coran est notre constitution ».

Mais Tareq Oubrou ira beaucoup plus loin lors d'un colloque sur Hassan al-Banna, fondateur des Frères Musulmans dont il fait partie, en se déclarant pour le califat. A l'époque, en février 2011, le Califat Islamique n'existait pas encore, mais Tareq Oubrou l'appelait de ses vœux.

« Il faut un Califat politique car Mahomet était lui-même un chef d'état. D'ailleurs, l'islam n'est pas une religion. C'est un mode de vie. L'islam touche à tous les domaines de la vie. Comme le veut le Coran, C'est un Etat, c'est un pays, dans le sens géographique, c'est à dire qu'il regroupe toute la communauté dans une géographie où il n'y a pas de frontières. La frontière entre deux pays musulmans est une hérésie méprisable par l'Islam... La politique des Musulmans ce n'est pas la politique des autres, la politique des autres est construite sur le mensonge... Nous, frères musulmans, nous sommes des salafistes affirmant que la pouvoir d'Allah est au dessus de tout pouvoir. »

Tareq Oubrou le modéré poursuivait sa conférence en affirmant que « tout homme qui réfute un seul verset du Coran n'est pas musulman. Allah nous a demandé de construire des familles, des sociétés, des états islamiques. Et il faut comprendre que construire un état islamique prend ses siècles ».

Pensait-il alors à la France ? Pensait-t-il alors à nous convertir de force, un jour ou l'autre, avec la bénédiction d'hommes politiques comme Alain Juppé, Benoist Apparu et tant d'autres ?

L'art de la dissimulation, du mensonge, de la taqiya, auquel notre indulgence ne nous permet pas de croire peut nous coûter très cher. J'attends avec impatience la décision des juges sur ce malheureux restaurateur de

Tremblay-en-France qui s'est fait piéger par deux provocatrices envoyées par cette organisation très contestée du CCIF. Après la soumission du Conseil d'Etat sur l'affaire du Burkini, elle nous montre à quel point nous sommes devenus aveugles.

FLORIS DE BONNEVILLE